



INSURRECTION AU NICARAGUA : QUI SE CACHE DERRIÈRE LE MOUVEMENT CONTESTATAIRE ?

Comité Amérique latine – ANAJ-IHEDN

Ce texte n'engage que la responsabilité de son auteur. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle.

Le Nicaragua, petit État d'Amérique centrale, est secoué depuis le 18 avril dernier par une vague de protestation massive. Les parties prenantes de ces manifestations sont nombreuses et leurs degrés d'indépendance difficiles à évaluer.

C'est à la suite de l'annonce par le président Ortega d'une réforme du système des retraites, dont les mesures phares sont la réduction des pensions versées et la hausse des cotisations, que les émeutes ont éclaté dans tout le pays. La mobilisation rapide des retraités et des étudiants s'est progressivement répandue à travers la société civile et a révélé l'ampleur de la crise socio-politique qui affecte le pays. Celle-ci s'est encore aggravée avec la répression sanglante de la police à laquelle des groupes paramilitaires du FLSN^{1 2} ont prêté main-forte.

Aujourd'hui, alors que le bilan s'élève à plusieurs centaines de morts³, l'opposition reste fermement mobilisée. Elle réclame non seulement le départ du président et de son épouse Rosario Murillo, vice-présidente du Nicaragua, mais également l'instauration d'un véritable système démocratique.

Bien que le mouvement de protestation semble trouver ses racines dans le contexte local, les logiques à l'œuvre derrière ce conflit répondent aussi à des enjeux d'ordre régional. Le Nicaragua a en effet été par le passé, au centre d'affrontements géopolitiques et à cet égard, il convient de s'interroger sur les raisons qui ont conduit au déclenchement de la crise, ainsi que sur les éventuels liens du mouvement avec des intérêts plus larges, notamment ceux des États-Unis.

L'Histoire du Nicaragua révèle des relations avec son puissant voisin teintées d'ingérence et de soumission, mais aussi de révolte et de résistance. En Amérique latine, les États-Unis ont toujours mis en œuvre une stratégie de soutien plus ou moins masquée aux mouvements politiques favorables à leurs intérêts⁴. Faussement opaque, cet appui se traduit principalement par un support aux principaux partis de droite et par le transfert de fonds à diverses fondations, organisations non gouvernementales et autres agences locales, qui sont autant de

¹ Front sandiniste de libération nationale, parti issu de la révolution, actuellement au pouvoir.

² La police et les groupes paramilitaires ont d'ailleurs fait la démonstration d'actes de violence disproportionnés face aux marches pacifiques. <https://www.laprensa.com.ni/2018/06/07/columna-del-dia/2431485-la-dificil-frontera-de-la-violencia-en-una-revolucion>.

³ 351 morts d'après le rapport de l'Organisation des États Américains du 18 juillet 2018. <https://www.laprensa.com.ni/2018/07/18/politica/2450351-que-dice-la-resolucion-de-la-oea-que-condena-al-gobierno-de-daniel-ortega>

⁴ Il s'agit là d'une application concrète de la doctrine Monroe, mise en œuvre depuis 1823, qui constitue un fondement de la diplomatie américaine.

vecteurs d'influence. Les États-Unis savent également se reposer sur l'Organisation des États Américains (OEA)⁵ qu'ils financent aux deux tiers pour défendre leur position⁶.

En dépit des efforts du gouvernement Ortega, issu du mouvement de la révolution sandiniste de 1979, pour se maintenir à une distance relative⁷ de ce *soft power*, le Nicaragua ne fait pas exception face à l'hégémonie nord-américaine, et ce d'autant plus que le pays est un allié historique du Venezuela. Il est donc logiquement sous les radars américains, ce qui pourrait expliquer les mesures prises récemment à son encontre à l'instar du NICA Act (*Nicaraguan Investment Conditionality Act*), voté en octobre 2017 par le Congrès américain⁸. Ce texte conditionne en effet les prêts accordés au Nicaragua par les bailleurs de fonds internationaux à l'assouplissement des conditions d'accès des entreprises multinationales dans le pays⁹.

Au Nicaragua, les Américains semblent ainsi vouloir réitérer des pratiques éprouvées depuis l'indépendance et profiter de la déstabilisation actuelle du gouvernement sandiniste, comme ils ont su le faire par le passé¹⁰.

Pour autant, et en dépit de l'influence américaine, même dans cet État historiquement révolutionnaire, il serait inexact de réduire le mouvement de résistance civile à un unique jeu d'influences étrangères tant son ampleur s'est maintenue depuis le 18 avril 2018. En effet, l'une de ses particularités est sa capacité de résilience face à la répression, symptôme d'un malaise profond et durable vis-à-vis des affaires de corruption et des inégalités toujours grandissantes. Les soupçons de fraudes électorales lors des derniers scrutins présidentiels et le système économique perçu par beaucoup comme clientéliste et organisé au profit du seul clan présidentiel constituent un terrain favorable à l'éclosion d'un mouvement de protestation durable. Certains voient les prémises de la mobilisation dans les mouvements paysans dénonçant la gestion de l'incendie dans la réserve *Indio Maíz*¹¹ ardemment dénoncée par les mouvements paysans jusqu'au projet du nouveau canal transocéanique cédé à une entreprise chinoise¹².

Dans un contexte contestataire où la liberté de la presse se dégrade, les Nicaraguayens s'appuient largement sur les réseaux sociaux pour relayer de façon virale les excès de la police et des mouvements paramilitaires. Cette communication a d'ailleurs favorisé l'émergence d'un nouveau type de mobilisation spontanée de manifestants : les *autoconvocados* (les autoconvoqués) dont le nom est précisément destiné à démonter toute tentative de récupération, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays ...

⁵ L'influence et la prépondérance des États-Unis au sein de l'OEA sont peu contestables. Un ministre cubain l'a d'ailleurs qualifié au début des années 60 de « ministère des colonies des USA ». L'OEA reste toutefois un organisme multilatéral et considéré comme tel, et les USA n'ont pas tout pouvoir de décision. Par exemple :

- Échec de leur demande de suspension du Venezuela (05 juin 2018).

- Condamnation implicite de la politique migratoire des États-Unis et notamment de la séparation des enfants et de leur famille en centre de rétention (29 juin 2018).

⁶ Le gouvernement Ortega a d'ailleurs rejeté le vote de l'OEA condamnant les actes de répression et proposant une commission spéciale d'enquête. <https://www.laprensa.com.ni/2018/07/18/politica/2450365-oea-aprueba-resolucion-que-condena-al-regimen-de-daniel-ortega-por-abusos-los-derechos-humanos>

⁷ Le président s'est tout de même rapproché depuis 2007 des principales entreprises et institutions financières américaines.

⁸ <https://www.congress.gov/bill/115th-congress/house-bill/1918>

⁹ Paradoxalement, la réforme des retraites à l'origine des manifestations, au-delà des erreurs manifestes de l'ortégisme, a été initiée pour satisfaire les demandes du FMI, institution connue pour sa propension à libéraliser les économies nationales.

¹⁰ Voir encadré : « États-Unis/Nicaragua : une lutte historique »

¹¹ Les autorités nicaraguayennes avaient géré avec un certain amateurisme l'incendie qui s'était propagé dans la réserve, provoquant la colère des communautés locales.

¹² Le magnat chinois Wang Jing, propriétaire de l'entreprise *HK Nicaragua Development Investment* (HKND), était désigné pour porter ce projet attribué par le Président Ortega moyennant une concession de gestion d'un siècle. Aujourd'hui, la situation financière de cette société se serait dégradée, mettant à mal le projet initial.

Bien que les appels en faveur d'élections anticipées se multiplient, le président Ortega, dont le mandat s'achève en 2022, refuse d'envisager cette hypothèse. C'est donc dans ce climat de tension sociale extrême et malgré les nombreuses victimes que le mouvement des *autoconvocados* poursuit son action. L'issue de cette confrontation populaire reste aujourd'hui incertaine.

Etats-Unis / Nicaragua : une lutte historique

1849 : début des relations diplomatiques après l'indépendance du Nicaragua de l'Espagne

1855 : Profitant de l'opposition entre libéraux et conservateurs, l'aventurier expansionniste américain William Walker, débarque au Nicaragua. Il s'auto proclame président de la république, et est reconnu comme tel par le gouvernement américain. Il sera défait un an plus tard lors d'une révolte.

1907 : le projet de canal interocéanique accentue la volonté de déstabilisation du président José Santos Zelaya opposé à leurs intérêts

1909 : Invasion US pour appuyer les rebelles contre Zelaya. Ils ne partiront qu'en 1933.

1914-1916 : Les Etats-Unis et le Nicaragua signent un traité autorisant l'ingérence américaine dans le pays

1927 : Augusto Calderon Sandino dirige la lutte contre le gouvernement soutenu par les *marines* américains

1934 : Sandino est assassiné par la Garde Nationale, dirigée par Somoza à la demande de l'ambassadeur américain Arthur Bliss

1978 : Début de la révolution.

1979 : Victoire du FSLN. C'est la fin du somozisme soutenu par les américains

1981 : Les Etats-Unis de R. Reagan suspendent l'aide économique au Nicaragua et commencent le financement des Contras, population indigène opposée au gouvernement.

1984 : Daniel Ortega est élu à la présidence de la République

1990 : Après une guerre civile meurtrière, arrivée à la présidence de Violetta Chamorro, candidate de centre-droite soutenue par les Etats-Unis. C'est le début d'une politique économique libérale soutenue par le FMI et la Banque Mondiale.

2007 : retour au pouvoir de Daniel Ortega.

Pour aller plus loin :

A propos du Nica Act : <https://www.telesurtv.net/english/news/US-House-Passes-NICA-Act-Against-Nicaragua-Imperiling-Social-Programs-and-Development-20171003-0030.html>

Histoire du sandinisme :

https://www.cetri.be/IMG/pdf/nicaragua_sandiniste_bd_politique_nov-dec_16.pdf

Marianne DELARUE

Membre du Comité Amérique latine de l'ANAJ-IHEDN